

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PELTEX Industrie

550 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
88100 Sainte-Marguerite

Références : S-26-347RP

Code AIOT : 0006202475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement PELTEX Industrie implanté 550 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 88100 Sainte-Marguerite. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur la vérification des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 527/2025/DREAL/UD88 du 26 mai 2025, pris suite à la visite d'inspection du 18 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PELTEX Industrie
- 550 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 88100 Sainte-Marguerite
- Code AIOT : 0006202475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PELTEX exploite des installations de teinture de matières textiles, de cardage et de tricotage.

Au titre de la législation sur les installations classées, le site est autorisé par arrêté préfectoral n° 261/94 du 07 mars 1994, modifié.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mai 2025 ;
- l'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, dont les rubriques 2311 (traitement de fibres par cardage) et 2321 (fabrication de tissus) ;
- l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (combustion).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, point 7.3 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	
2	Combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, point 6.3 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas permis de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, point 7.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/03/2025 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025.
Prescription contrôlée : <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs ...).</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite réalisée en 2025, l'inspection avait constaté la présence d'environ 600 balles de déchets de découpe et de rasure de tapis ainsi qu'environ un volume de 200 balles en vrac à mettre en forme. Le volume de déchets présents correspondait à environ 32 mois de production. L'exploitant menait des démarches avec diverses sociétés pour trouver une filière de revalorisation, mais la présence de latex et/ou d'huile dans les déchets compromettait les études.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 26 mai 2025, l'exploitant a été mis en demeure d'évacuer l'ensemble des déchets dans des filières adaptées.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant précise qu'un seul enlèvement vers une société de recyclage a été réalisé en 2025, mais non concluant. De ce fait, seule l'incinération des déchets reste la solution de traitement. A ce jour, il est estimé la présence de 1 000 balles de déchets sur site, soit environ 9 enlèvements. Le coût unitaire d'un enlèvement est estimé à environ 3 000 €.</p> <p>A noter que le stockage se fait en intérieur, donc sans risque de pollution.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, point 6.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/03/2025 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025.
Prescription contrôlée : <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. [...]</p> <p>II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse.</p> <p>III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>IV. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés. [...]</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite réalisée en 2025, l'inspection avait constaté la mise en service de deux nouvelles installations de combustion en remplacement de l'ancienne chaudière : un générateur de vapeur (1,046 MW) et une rame de séchage (1,74 MW). L'exploitant n'était pas en mesure de présenter des campagnes de mesure des rejets atmosphériques sur ces installations alors qu'elles sont en service depuis milieu d'année 2022.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 26 mai 2025, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser par un organisme agréé une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, Nox, CO, composés organiques volatils (hors méthane) et formaldéhyde dans les gaz rejetés à l'atmosphère par les nouvelles installations de combustion.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente un devis d'un montant de 2 920 € HT et précise que les campagnes de mesure ne sont pas réalisées par manque de moyens financiers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation